

LOGEMENT POUR TOUTES ET TOUS !

Une situation dramatique !

A Rennes et ses environs, une véritable pénurie d'hébergements d'urgence et de logements frappe les personnes en grande difficulté. Après des mois d'errance sur des lieux de fortune, des mois d'une lutte menée par l'inter-organisation de soutien aux personnes exilées, la plupart des familles ont finalement été prises en charge par la Préfecture, mais pour une durée limitée. Dans le même temps, de nombreuses personnes étaient, par ailleurs, laissées sur le trottoir et ont encore dû trouver des solutions de fortune.

Ces derniers jours, les prises en charge 115 se terminent, des familles sont virées des CADA, cela fait que, à nouveau, de nombreuses personnes se retrouvent à la rue.

Cette situation qui perdure et se répète est inadmissible !

Encore et toujours, Mobilisation ! Ils sont responsables !

En octobre dernier, l'inter-orga a réquisitionné une école, vide depuis des mois. La réponse de la Mairie a été d'envoyer les Gardes Mobiles remettant ainsi des familles à la rue. La Maire de Rennes a ainsi violé son engagement disant qu'il n'y aurait pas d'enfants à la rue durant son mandat...

Ensuite, la solidarité de l'association des Eclaireuses et Eclaireurs de France et de l'université de Rennes 2 a permis à des dizaines de personnes de passer l'hiver à l'abri...

En janvier, les exiléEs ont investi le gymnase de la Poterie, avec le soutien de l'interorga... iels ont été de nouveau expulsés par les forces de l'ordre par décision du tribunal administratif... certainEs vivent en squat, régulièrement expulsés...

Maintenant, il faut encore se mobiliser. Des solutions, des lieux de mise à l'abri, existent.

Aux pouvoirs publics de les ouvrir !

Rappelons que l'accueil des demandeurs d'asile est un devoir inscrit dans la loi et que le Code de l'Action Sociale et des Familles, **article L345-2-2 précise que « Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence. »**

Rappelons également que **la Préfecture et la Mairie ont un pouvoir de réquisition.** Des logements vides, il y en a, il faut appliquer la loi de réquisition !!! Mais ils ne font pas le nécessaire : les solutions proposées par les Pouvoirs Publics sont insuffisantes, partielles et temporaires.

Le désinvestissement de l'État sur la question de l'hébergement d'urgence et du logement des personnes à la rue, doublé de la politique liberticide et répressive en matière de droit d'asile, mène droit à une situation de catastrophe humanitaire !

La situation risque d'empirer !

Il y a 5 ans, Macron se prétendait être le barrage contre le fascisme. C'est le contraire qui s'est passé. A un moment où les idées racistes d'extrême droite progressent dangereusement, il est urgent d'affirmer notre solidarité et de nous mobiliser pour exiger que les personnes qui survivent dans des conditions indignes soient mises à l'abri au plus vite

Rassemblement Place de la Mairie, mercredi 4 mai, à 16h30



Exigeons :

- L'ouverture d'un centre d'hébergement ouvert toute l'année, 24h/24, sans aucune condition
- Au moins 300 places supplémentaires pour les solutions d'hébergement d'urgence et la création des emplois pour accompagner l'accueil de touTEs les réfugié.e.s
- Des logements dignes et pérennes pour touTEs
- Un accueil inconditionnel de touTEs les migrantEs quelle que soit leur origine
- La régularisation de toutes les personnes sans papiers

D'où que l'on vienne, où que l'on soit né.e.s, d'Ukraine, de Syrie, du Soudan, du Mali, ou de France, ou tout autre contrée, notre pays à nous s'appelle Solidarité !